

trouvant dans la pièce, il avait la tête dans les mains; à terre, une large flaque de sang.

Le sergent de ville frappa sur l'épaule du meurtrier, lequel le regarda d'un air hébété et refusa de répondre à ses questions. Il l'emmena alors au poste de police, où le commissaire, M. Bert, ouvrit l'enquête et envoya chercher un médecin pour soigner Julien Nod.

A L'HOPITAL SAINT-SAUVEUR

Les deux victimes de ce drame ont été transportées à l'hôpital Saint-Sauveur.

Mme Nod est atteinte de deux plaies assez graves au thorax. Les projectiles sont entrés très profondément dans les tissus et n'ont pu être extraits. Les chirurgiens de l'hôpital tentèrent, dans le courant de l'après-midi, de pratiquer une opération afin de retrouver les balles. L'état de Mme Nod est grave, et les médecins qui la soignent lui pourront encore se prononcer sur les suites de ses blessures.

Quant au mari meurtrier qui, tout d'abord, avait été arrêté au poste de police du 9^e arrondissement, rue Pascal, il a été conduit, lui aussi, après plusieurs soins reçus au commissariat, à l'hôpital Saint-Sauveur, où il est entré vers 11 h. 30. Son état, quoique pas si réel, paraît à première vue moins grave que celui de sa femme. Mais les médecins refusent encore d'indiquer quelle sera la suite probable des blessures qu'il s'est cau-sées, après avoir tiré sur sa femme.

Ce drame a occasionné une vive émotion dans les quartiers de Fives, où demeurait le meurtrier, et de Saint-Maurice, où la victime habite.

Le Parquet a été aussitôt avisé et une information est ouverte par M. Gioran, juge d'instruction. Ce dernier se rendra à l'hôpital Saint-Sauveur, où il interrogera les blessés.

ENCORE LA LOI DES LOYERS!

Paris, 2 mars. — La Commission législative civile a entendu le rapport de M. Félix Gouin, sur les différentes propositions de modification de la loi sur les loyers.

Elle a adopté les nouvelles dispositions suivantes:

La loi modificative devra s'appliquer à l'ensemble du territoire. Le droit de reprise du propriétaire sera conditionné par le motif légitime, à la condition que l'acquisition de l'immeuble ou d'une partie de l'immeuble soit antérieure au 1^{er} mars 1926.

D'autre part, la Commission a décidé d'entendre la Garde des Sceaux, sur la proposition de résolution déposée par M. Arthur Lavaillier, et tendant à surseoir à toute expulsion de locataire jusqu'au vote de la loi nouvelle.

LE MONOPOLE DES ALLUMETTES

Paris, 2 mars. — Un journal socialiste publie cette information:

Le silence de la presse dissimulait l'action gouvernementale.

La cession du monopole des allumettes n'est nullement entérinée. On en parla sous peu au Conseil des ministres.

Et voici dans quelles conditions:

On apprend que dans le projet que nous avions analysé, il était question d'un cautionnement qui devait déposer les autorisations du monopole. Ce cautionnement, qui s'élèvait à 60 millions de dollars, et ne devait être remboursé qu'en fin de concession, portait intérêt à 6 p. cent. Le gouvernement pouvait faire accepter ce taux, décrit dans quelques semaines, obtenu un taux d'intérêt plus faible.

Ces jours-ci, les envoyés du «Napoléon des allumettes», sont venus à Paris. On leur a demandé une diminution du taux. Ils l'ont accordé. Ainsi, très prochainement, le Conseil des ministres sera-t-il assis à nouveau sur le projet.

On apprend également que les deux partenaires, qui devaient obtenir les concessions de tous les ministères, ont été réunis à Comines.

Nous espérons croire que MM. les Ministres n'auront pas aller si loin dans l'abandon de leurs principes.

ARRESTATION D'UN LAITIER MAITRE CHANTEUR

Paris, 2 mars. — Sosthène Guyon, chef du dépôt d'une société laitière de ramassage, avait besoin d'argent. Il se rendait au siège de cette Société et avisait le directeur qu'il allait entrer en pourparlers avec les producteurs pour monter une société concurrente, si on ne lui versait une somme de 100.000 francs. Cogédié immédiatement, Guyon se rendit alors dans une autre maison et renouvela ses propositions. La police fut prévenue, et, quelques jours après, au moment où on lui remettait une somme de 50.000 francs, il fut arrêté.

LES RAIDS AERIENS

L'Uruguay poursuit sa route

Casablanca, 2 mars. — L'aviateur Larre Borges, commandant de l'hydravion « Uruguay », est parti à 8 h. 30 pour Las Palmas.

LES RAIDS AERIENS

Paris, 2 mars. — Plusieurs députés ont déposé une proposition de résolution invitant le Gouvernement à appeler les réservistes des catégories touchant à l'agriculture qu'en dehors des périodes des grands travaux de la terre.

LES CULTIVATEURS RESERVISTES

Paris, 2 mars. — Plusieurs députés ont déposé une proposition de résolution invitant le Gouvernement à appeler les réservistes des catégories touchant à l'agriculture qu'en dehors des périodes des grands travaux de la terre.

LA REORGANISATION MILITAIRE

M. Painlevé est entendu par la Commission de l'armée

Paris, 2 mars. — La Commission de l'armée a été réunie, sous la présidence de M. Clément. Le président a donné lecture d'une lettre de M. Poincaré, communiquant à la Commission le texte de l'engagement pris par le Gouvernement français et accepté par le Gouvernement américain, de payer à la Trésorerie fédérale, le 15 juillet 1927, la somme de dix millions de dollars au compte de la dette actuelle de la France envers les Etats-Unis.

La Commission s'est bornée à prendre acte de cette communication, en réservant le droit d'examen au Sénat. Persécrant, au surplus, dans sa résolution antérieure de ne discuter la question des dettes que lorsque le Sénat en aura été saisi après la vote de la Chambre, elle a simplement chargé le rapporteur général de mi présent, dans une prochaine séance, un exposé purement objectif et documentaire des accords franco-américains et franco-américains sur les dettes extérieures.

M. Henri Cheron, rapporteur général, a ensuite analysé son rapport sur le projet des crédits supplémentaires voté par la Chambre. Sur sa proposition, la Commission, après discussion des divers chapitres, effectué cent millions de réductions.

La Commission abordera demain l'examen des dispositions spéciales adoptées par la Chambre.

M. Pasquet, rapporteur du budget du Travail, a fait adopter un projet de loi voté par la Chambre, portant ratification d'un décret rendu en Conseil d'Etat et ouvrant un crédit de 10.300.000 francs pour le Fonds national pour le chômage.

La réunion de la Commission des Finances de la Chambre

Paris, 2 mars. — La grande majorité des membres de la Commission des Finances se sont déclarés entièrement satisfaits par les explications, parfaitement nettes et précises, que M. Poincaré a données à la Commission

LES DRAMES

Une femme de soixante ans jalouse, tire sur son mari et le blesse

Paris, 2 mars. — Les époux Dodu s'étaient mariés il y a quelque trente-cinq ans. Ils représentent ce qu'il convient d'appeler un mariage heureux. Pendant vingt ans, en effet, aucun augure ne vient ternir ce bonheur.

Il y a une quinzaine d'années, Mme Dodu tomba malade. Ses nerfs, fragiles, se crispèrent soudain, et sans cause des discussions éclatèrent entre les deux époux. Hier matin, vers 8 heures, les voisins, entendant des appels, puis des plaintes et des gémissements, le commissaire de police fut mandé d'urgence. Il trouva M. Dodu blessé et balancant dans son sang. Sa femme lui avait tiré trois balles de revolver dans la poitrine. Il a été transporté à l'hôpital Lariboisière et elle a été conduite au Dépôt.

Un menuisier parisien se suicide sur la tombe de sa femme et de sa fille, au Creusot

Charolles, 2 mars. — M. Philippe Vanquier, 50 ans, ouvrier menuisier à Paris, originaire du Creusot, avait successivement perdu, pendant la guerre, sa femme et sa fille, âgée de 17 ans, toutes deux inhumées au Creusot.

Dans une crise de désespoir, il se rendit au Creusot et démena toute la solive sur la tombe commune de sa femme et de sa fille. Quand la nuit fut venue, il se tira un coup de revolver en plein cœur.

Un drame à Paris entre officiers finlandais

Paris, 2 mars. — Un drame rapide, qui reste entouré d'un certain mystère, s'est déroulé ce matin, vers 7 heures, rue du Commerce.

M. Grunwald Sievers, 24 ans, officier finlandais, attaché à la légation de cette nation, a été blessé d'une balle de revolver à la jambe droite par un de ses camarades qu'il a refusé de nommer.

M. Sievers a été conduit à l'hôpital de la Charité, mais après avoir reçu des soins, il a refusé d'être hospitalisé et a demandé à être reconduit à son domicile.

LES MORTS SUBIES ET LES TACHES POLAIRES

Les médecins ont été frappés depuis longtemps par le fait que les cas de mort subite se produisent avec une fréquence toute particulière à certaines époques de l'année, pendant des périodes dont la durée est de deux ou trois jours.

Le docteur Maurice Faure s'est attaché à donner une explication de ce phénomène. Il s'est aperçu tout d'abord que ces séries de morts subites se produisaient simultanément dans des pays divers, soumis à des conditions météorologiques très différentes.

Il a donc cherché une cause plus générale, capable d'atteindre les individus les plus éloignés en même temps, et il a annoncé hier à l'Académie de médecine qu'il pensait l'avoir trouvée dans la lumière du Thabor pendant que Mahomet croissait une brûche dans la muraille de leur ville.

Il s'agit de savoir si le parti libéral sera ou non le fourrier du socialisme. Dans la lutte engagée entre les principes d'ordre et les principes collectivistes, il ne peut rater.

S'il en est ainsi, alors les libéraux qui sont prêts à courir l'aventure collectiviste, qu'ils offrent leurs services à M. Vandervelde, mais qu'ils essaient de se poser en défenseurs d'une société qu'ils livrent peu à peu à ses errements.

La presse catholique s'élève contre l'attitude du bourgmestre de Bruxelles. « La Libre Belgique » souligne que la conduite de M. Max est tout à fait à la hauteur de ce que nous nous devons de faire.

Pendant que nous nous déplaçons avec les catholiques sur la question scolaire, les socialistes profitent de cette diversion pour pousser leurs avantages. Nous ressemblons ainsi aux Byzantins qui discutent sur la lumière du Thabor pendant que Mahomet croissait une brûche dans la muraille de leur ville.

Il s'agit de savoir si le parti libéral sera ou non le fourrier du socialisme. Dans la lutte engagée entre les principes d'ordre et les principes collectivistes, il ne peut rater.

S'il en est ainsi, alors les libéraux qui sont prêts à courir l'aventure collectiviste, qu'ils offrent leurs services à M. Vandervelde, mais qu'ils essaient de se poser en défenseurs d'une société qu'ils livrent peu à peu à ses errements.

La presse catholique s'élève contre l'attitude du bourgmestre de Bruxelles. « La Libre Belgique » souligne que la conduite de M. Max est tout à fait à la hauteur de ce que nous nous devons de faire.

Pendant que nous nous déplaçons avec les catholiques sur la question scolaire, les socialistes profitent de cette diversion pour pousser leurs avantages. Nous ressemblons ainsi aux Byzantins qui discutent sur la lumière du Thabor pendant que Mahomet croissait une brûche dans la muraille de leur ville.

Il s'agit de savoir si le parti libéral sera ou non le fourrier du socialisme. Dans la lutte engagée entre les principes d'ordre et les principes collectivistes, il ne peut rater.

S'il en est ainsi, alors les libéraux qui sont prêts à courir l'aventure collectiviste, qu'ils offrent leurs services à M. Vandervelde, mais qu'ils essaient de se poser en défenseurs d'une société qu'ils livrent peu à peu à ses errements.

La question qui se pose est celle-ci : les évêchés catholiques, qui i

l'attendent pour leur conseiller, la veille, et, ayant reconnu le corps de la jeune fille, M. Faure, recommandé par le vice-consul d'Angleterre à Boulogne, M. Braibron.

M. Harold Doidge a répondu au Juge qu'il ne croyait pas au suicide de sa sœur, mais au crime.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.

On ignore, depuis dimanche dernier, où se trouve l'explosif.